

2009

26 mars. .... Décret n° 2009-72 portant naturalisation de Gilles Charles François MINARD.	266
26 mars. .... Décret n° 2009-73 portant naturalisation de Gaëlle Anne Andrée MINARD.	266
26 mars. .... Décret n° 2009-74 portant naturalisation de KOUESSAN Ayele Olga.	266
26 mars. .... Décret n° 2009-75 portant naturalisation de BRENNER Carole Laurence.	266

## PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Annonces.	266.
-------------------	------

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES PRESIDENTIELS

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

*DECRET n° 2008-62 du 28 février 2008 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

sur rapport conjoint du ministre de la Solidarité et des Victimes de guerre, du ministre de la Fonction publique et de l'Emploi et du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou du 4 mars 2007 ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics et abrogeant la loi n° 80-1070 du 13 septembre 1980 ;

Vu le décret n° 82-402 du 21 avril 1982 portant organisation administrative des Etablissements publics nationaux tel que modifié par le décret n° 94-356 du 22 juin 1994 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-465 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de la Solidarité et des Victimes de guerre ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

### TITRE I

#### Dispositions générales

Article premier. – Il est créé, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale de Solidarité et en application du point VI de l'Accord politique de Ouagadougou, un organe de veille et d'alerte dénommée «Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale».

Art 2. – L'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale est un Etablissement public national (E.P.N.) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le siège de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale est fixé à Abidjan.

Art. 3. –L'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale a pour missions de :

- définir et actualiser les indicateurs de Solidarité et de Cohésion sociale ;

- développer les actions de sauvegarde et de promotion de la Solidarité et de la Cohésion sociale ;

- évaluer l'évolution de la Solidarité en tant que valeur sociale en Côte d'Ivoire ;

- évaluer les actions de renforcement et de promotion de la solidarité et de la cohésion sociale ;

- collecter, traiter et diffuser les informations relatives aux indicateurs de la solidarité et de la Cohésion sociale ;

- conduire les études sur les politiques et programmes nationaux de solidarité et de Cohésion sociale ;

- initier, soutenir et encourager les travaux et les recherches sur la Solidarité et la Cohésion sociale ;

- évaluer la mise en œuvre des résultats des rencontres initiées en Côte d'Ivoire visant la consolidation de la Solidarité entre les composantes de la Nation ivoirienne et le renforcement de la Cohésion sociale.

### TITRE II

#### Organisation

Art. 4. – L'Observatoire de la solidarité et de la Cohésion sociale comprend :

- un Conseil de Gestion ;

- un Comité Consultatif ;

- une Direction.

### CHAPITRE I

#### Le Conseil de Gestion

Art. 5. – Le Conseil de Gestion de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale définit les orientations et les actions stratégiques de l'Observatoire et délibère sur les actes ci-après :

- le projet de budget ;

- les comptes administratifs de gestion ;

- le rapport annuel sur l'état de la Solidarité en Côte d'Ivoire.

Art. 6. – Le Conseil de Gestion comprend :

- trois représentants du ministre chargé de la Solidarité, dont le Président du Conseil ;
- un représentant du ministre chargé de la Réconciliation nationale ;
- un représentant du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- un représentant du ministre chargé de la Famille et des Affaires sociales ;
- un représentant du ministre chargé de la Reconstruction et de la Réinsertion ;
- un représentant du Conseil Economique et Social ;
- un représentant des Chambres consulaires de Côte d'Ivoire ;
- un représentant des Centrales syndicales de Côte d'Ivoire ;

Les membres du Conseil de Gestion sont nommés par arrêté du ministre chargé de la Solidarité sur proposition de leurs structures d'origine.

Les fonctions de membres du Conseil de Gestion sont gratuites. Cependant, ils perçoivent une prime de responsabilité.

Art. 7. - Le Conseil de Gestion de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président. Il ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Lorsque le quorum n'est pas atteint à la première convocation, une deuxième convocation est nécessaire. Dans ce cas, le Conseil de Gestion délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Pour ses délibérations, le Conseil de Gestion bénéficie, chaque fois que de besoin et à sa demande, de toute expertise. Il saisit pour avis le Comité consultatif sur toute question dont l'importance lui paraît requérir un tel avis.

Art. 8. - Le secrétariat des réunions est assuré par le Directeur de l'Observatoire.

Les procès verbaux des délibérations du Conseil de Gestion de l'Observatoire sont communiqués au ministre chargé de la Solidarité.

## CHAPITRE II

### *Le Comité consultatif*

Art. 9. - Le Comité consultatif donne son avis sur les questions dont il est saisi par le Conseil de Gestion ou le ministre en charge de la Solidarité.

Il est présidé par une personnalité nommée par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de la Solidarité.

Le Comité Consultatif comprend :

- un représentant du ministre de la Solidarité et des Victimes de Guerre ;
- un représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;
- un représentant du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
- un représentant du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- un représentant du ministre de l'Education nationale ;
- deux représentants du monde religieux ;

- deux représentants de l'association des Rois et Chefs traditionnels de Côte d'Ivoire ;

- un représentant de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire ;

- un représentant de l'association des Districts et Départements de Côte d'Ivoire ;

- un représentant des Organisations féminines de Côte d'Ivoire ;

- un représentant des organisations de jeunesse de Côte d'Ivoire ;

- un représentant de l'Union nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire ;

- un représentant du Patronat ivoirien ;

- un représentant des organisations de défense des Droits de l'Homme ;

- un représentant des communautés étrangères vivant en Côte d'Ivoire.

Les membres du Comité consultatif sont nommés par arrêté du ministre chargé de la solidarité sur proposition de leurs structures d'origine.

Les fonctions de membres du comité consultatif sont gratuites.

Le Comité consultatif se réunit chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président.

## CHAPITRE III

### *La Direction*

Art. 10. - La Direction de l'Observatoire de la Solidarité et de la cohésion sociale est chargée de :

- élaborer les projets de politique, les programmes d'activités, le projet de budget annuel et assurer le fonctionnement administratif de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale ;

- assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique et des programmes définis par le Conseil de Gestion de l'Observatoire ;

- assurer l'exécution du budget de l'Observatoire ;

- coordonner et évaluer les activités des Départements techniques et services placés sous son autorité.

- coordonner les activités des points focaux solidarité et des commissions régionales de l'Observatoire ;

- publier les notes circonstanciées ;

- produire et soumettre au Conseil de Gestion pour avis conforme, le rapport annuel sur l'état de la solidarité en Côte d'Ivoire.

Le Directeur communique le rapport ainsi adopté au ministre chargé de la Solidarité aux fins de publication.

Art. 11. - L'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale est dirigé par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la Solidarité. Il a rang de Directeur général d'Administration centrale.

Art. 12. Le Directeur est l'ordonnateur principal de l'Observatoire.

Art. 13. - Le Directeur a sous son autorité l'ensemble du personnel et du patrimoine de l'Observatoire.

Il dirige et contrôle la bonne marche des services et a pouvoir de prendre, en conformité avec la réglementation en vigueur, toutes mesures qu'il juge nécessaires pour le bon fonctionnement et la réalisation des missions de l'Observatoire.

Art. 14. – Le Directeur représente l'Observatoire dans les actes de la Vie civile.

Il peut déléguer, après avis conforme du ministre chargé de la Solidarité, sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 15. – Les actes suivants du Directeur sont soumis à l'autorisation préalable du Conseil de Gestion ;

- l'établissement des programmes annuels d'activités ;
- la création et la suppression des services.

Art. 16. – Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur de l'Observatoire dispose des Commissions régionales, des points focaux Solidarité et Cohésion sociale et de deux départements techniques à savoir :

- le département des études et de la prospective ;
- le département de la Communication et des relations extérieures.

Les points focaux Solidarité et cohésion sociale sont des relais techniques installés dans les ministères, les institutions et les collectivités territoriales où ils sont chargés de développer et promouvoir la Politique nationale de Solidarité.

Les départements techniques sont animés par des chefs de département nommés par arrêté du ministre chargé de la Solidarité avec rang de Conseiller technique de cabinet ministériel.

Art. 17. – Le département des études et de la Prospective est chargé de :

- développer des études sur l'évolution des indicateurs de la solidarité et de la cohésion sociale ;
- apporter au conseil de Gestion tout appui scientifique nécessaire à l'accomplissement des missions de l'Observatoire ;
- développer et promouvoir une expertise nationale en la matière ;
- produire et publier une analyse synthétique périodique sur les données relatives à la solidarité et à la Cohésion.

Le département des études et de la prospective comprend deux sous-directions, à savoir :

- la sous-direction de la Production ;
- la sous-direction des études techniques.

Art. 18. – Le département de la Communication et des relations extérieures est chargé de :

- vulgariser les programmes, les actions et les publications de l'Observatoire de la solidarité et de la Cohésion sociale ;
- assurer et développer les partenariats avec les organismes nationaux et internationaux intéressés.

Le département de la Communication et des relations extérieures comprend deux sous-directions :

- la sous-direction des relations publiques et de la diffusion ;
- la sous-direction de développement des Partenariats.

Les sous-directions sont animés par des sous-directeurs nommés par arrêté du ministre chargé de la Solidarité et ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale.

### TITRE III

#### *Organisation financière et Comptable*

##### CHAPITRE I

##### *Le Budget*

Art. 19. – Le projet de budget de l'Observatoire est élaboré par le Directeur et adopté par le Conseil de Gestion.

Le suivi de l'exécution du budget est assuré par un contrôleur budgétaire nommé par arrêté du ministre de l'Economie et des Finances.

##### CHAPITRE II

##### *Les Ressources*

Art. 20. – Les Ressources de l'Observatoire sont constituées par :

- les subventions de l'Etat ;
- les dons et legs ;
- les libéralités ;
- ou toute autre ressource compatible avec l'objet de l'Observatoire.

Les Fonds de l'Observatoire sont des deniers publics.

##### CHAPITRE III

##### *Les Dépenses*

Art. 21. – Les dépenses de l'Observatoire sont :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'investissement ;
- ou toute autre dépense liées au fonctionnement de l'Observatoire.

Art. 22. – Le Directeur est l'ordonnateur des dépenses de l'Observatoire.

Art. 23. – La comptabilité de l'Observatoire est tenue par un agent comptable nommé par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

##### CHAPITRE IV

##### *Le Fonds de réserve*

Art. 24. – Un Fonds de réserve peut être constitué dans les limites et conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le montant de ce Fonds est fixé par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des finances.

##### CHAPITRE V

##### *La Régie d'avances*

Art. 25. – Dans les limites et conditions prévues par la réglementation en vigueur, il peut être institué, pour les mesures dépenses, une régie d'avances. Le régisseur est nommé par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

### TITRE IV

#### *Le Personnel*

Art. 26 – Le personnel de l'Observatoire est constitué :

- de fonctionnaires et agents de l'Etat ;
- de personnel régi par le code du travail.



## TITRE V

*Dispositions diverses et finanles*

Art. 27. – Le régime des rémunérations des personnels de l'Observatoire est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de la Solidarité, du ministre chargé de la Fonction publique et du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 28. – La création et le fonctionnement des points focaux de la Solidarité et de la cohésion sociale et des commissions régionales sont déterminés par arrêté du ministre chargé de la Solidarité.

Art. 29. – Le ministre de la Solidarité et des Victimes de Guerre, le ministre de la Fonction publique et de l'Emploi et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 28 février 2008.

Laurent GBAGBO.

**ORDONNANCE n° 2009-70 du 26 mars 2009 Instituant une taxe spécifique unique sur les produits pétroliers (TSU) et modifiant le Code général des Impôts.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre des Mines et de l'Energie ;

Vu la Constitution ;

Vu le Code général des Impôts, notamment en ses articles 403, 408 et 411 ;

Vu l'Ordonnance n° 97-218 du 16 avril 1997 portant réduction des taux de la taxe de consommation sur les produits pétroliers ;

Vu l'Ordonnance n° 2008-311 du 4 novembre 2008 portant création d'une taxe spéciale sur certains produits pétroliers destinée au financement des travaux de construction du troisième pont d'Abidjan ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2008-155 du 28 avril 2008 portant organisation du ministère des Mines et de l'Energie ;

Vu l'urgence,

## ORDONNANCE

**Article premier** – Il est institué une taxe spécifique unique (TSU) sur les importations et cessions de produits pétroliers effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées aux conditions de livraison en Côte d'Ivoire.

**Art. 2.** – La taxe spécifique unique sur les produits pétroliers se substitue à la taxe de consommation sur les produits pétroliers et à la taxe spéciale sur certains produits pétroliers destinée au financement des travaux de construction du troisième pont d'Abidjan.

**Art. 3.** – L'intitulé du chapitre premier du titre premier de la deuxième partie du Code général des Impôts, et les articles 403 et 408 dudit Code sont modifiés ainsi qu'il suit :

Dans l'intitulé du chapitre premier du titre premier de la deuxième partie du Code générale des Impôts : les mots «taxes de consommation sur les produits pétroliers» sont remplacés par les mots «taxe spécifique unique sur les produits pétroliers».

**Art. 403 nouveau :** Il est perçu une taxe spécifique unique sur toutes les importations et cessions de produits pétroliers effectués à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées aux conditions de livraison en Côte d'Ivoire.

**Art. 408 nouveau :** Le tarif de la taxe spécifique unique est fixé comme suit :

	Désignation	montant
Par litre à 15° c	Super carburant et essences spéciales	220F
	Essence auto	210 F
	Gaz-oil	120 F
	Carburéacteur	exonéré
	Pétrole lampant	25 F
	Essence pour aérodynes	exonéré
Par kilograamme	Huiles minérales	25 F
	Distillate Diesel-Oil (DDO)	115 F
	Distillate Diesel-Oil exonéré (DDOad)	70 F
	Fuel-Oil domestique	50 F
	Fuel-Oil léger	50 F
	Fuel-Oil lourd (FO 180)	50 F
	Graisses consistantes	20 F

**Art. 4.** – Le tarif ci-dessus entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009.

**Art. 5** – Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées.

**Art. 6.** – La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 26 mars 2009.

Laurent GBAGBO.

**DECRET n° 2009-71 du 26 mars 2009 portant approbation de la Convention de Cession du Patrimoine Hévéicole du Gô.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 94-338 du 9 juin 1994 relative à la privatisation des participations et des actifs de l'Etat dans certaines entreprises et Etablissements publics nationaux ;

Vu la loi n° 97-520 du 4 septembre 1997 relative aux sociétés à participation financière publique ;